



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2160>

Intervention introductive de Clément Lefèvre (bureau national) : Quel état de l'école depuis notre dernier congrès ?



- Syndicats Nationaux - SNEP-FO - Les congrès du SNEP - Congrès de Grenoble 2016 - Interventions des militant·e·s de l'ÉE
Date de mise en ligne : lundi 28 mars 2016
à la tribune du congrès -

L'École Émancipée

Les dégâts du dogme « suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux partant à la retraite » ont été stoppés et c'est bien le seul mérite de ce gouvernement, en demi-teinte pourtant car les conditions de travail des professeur"e"s et des élèves continuent de se dégrader.

Une refondation de l'école sur des bases identiques

Nos gouvernements successifs ont toujours placé leur action dans le cadre des textes réglementaires européens qu'ils ont contribué à écrire et mettre en place. Ainsi comment croire que messieurs Peillon et Hamon et madame Vallaud-Belkacem (dans la continuité) aient pu changer profondément les principes organisateurs de la scolarité qui restent en droite ligne des compétences clés du conseil de l'Europe, dans un cadre budgétaire : celui de l'austérité subie dans toute l'Europe.

Une réforme des rythmes scolaires destructrice de l'école élémentaire

Le premier degré avait déjà payé un lourd tribut avec la droite (suppression des RASED, diminution du temps scolaire...). Une gauche ambitieuse aurait sans doute rétabli les heures d'enseignement perdues ou organisé pour le moins un accueil périscolaire national, tout en diminuant le temps de travail des professeur"e"s des écoles. Au lieu de ça elle atomise l'école sur des territoires inégaux où une partie du temps passé à l'école devient payant dans la plupart des communes.

Une réforme du collège - Chatel ?

Ce qui nous mobilise encore aujourd'hui, la réforme du « collège 2016 » est fondée sur les mêmes principes : renvoi des principes organisateurs à l'échelon local, sans moyens supplémentaires (au contraire), sans concertation, avec une diminution du temps scolaire offert aux enfants. Nous connaissons toutes et tous les travers de cette réforme je ne m'étendrai pas. Son abrogation est plus qu'urgente. Le lycée n'est pas en reste, il a subi la réforme Chatel sur les mêmes bases.

Il nous faut un congrès offensif, qui caractérise réellement cette politique.

Nous menons une bataille majeure : celle contre la loi travail, le principe organisateur de cette loi (l'inversion du principe de faveur - les normes locales pourront être moins favorables que les conventions ou la loi) est le même principe organisateur de la refondation de l'école et plus globalement des politiques de destructions des services publics. C'est pourquoi le SNES et la FSU doivent prendre toute leur place dans ce combat et ne pas le déléguer aux travailleuses et aux travailleurs des entreprises ou à la jeunesse.

Il nous faut affirmer un autre projet d'école.

Les débats qui traversent les nombreuses contributions sur le thème 1, quelques soient les tendances, montrent que notre texte manque d'aboutissement et d'ambition pour affirmer un projet d'école alternatif à la nouvelle école capitaliste, l'école de l'égalité des chances synonyme du tri social, de la ségrégation visible dans le manque d'ambition pour l'éducation prioritaire de ce gouvernement. Il faut croire à l'égalité des intelligences : nous devons revendiquer des cursus communs les plus longs possibles, rejeter une organisation du collège qui inscrit dans la tête des élèves que leurs difficultés peuvent se résoudre par une sortie précoce de l'école. Il faut oser interroger les voies du lycées, les séries. Rassembler nos collègues autour d'un collège et un lycée émancipateurs qui posent comme principe quelques soient nos divergences sur l'organisation des cursus, que la véritable égalité c'est que toutes et tous sortent de l'école avec des qualifications mais aussi les outils démocratiques de compréhension du monde.